

## [Texte]

dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde. Nous sommes aussi responsables du Bureau des traductions.

Par ailleurs, nous sommes responsables du multiculturalisme, qui occupe une place de plus en plus grande au sein de la société canadienne.

Quant au volet social, le Secrétariat d'État a un rôle important à jouer en aidant les groupes défavorisés à surmonter les obstacles et à prendre la place qui leur revient comme membres à part entière de la société canadienne. On peut penser, par exemple, à l'aide que nous apportons aux groupes féminins, aux citoyens autochtones ainsi qu'aux personnes handicapées.

Nous nous intéressons aussi beaucoup aux questions concernant l'identité nationale, l'organisation des visites royales, les activités de la Fête du Canada, et j'en passe.

Mon expérience professionnelle, acquise comme fonctionnaire depuis 20 ans, recoupe certaines des questions dont je viens de faire état.

I first began in 1964 as a research assistant with the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, a position I held for some 18 months. Following completion of post-graduate studies in economics at *Université Laval*, I became Special Assistant and later, Executive Assistant to the Minister of Indian Affairs and Northern Development. Subsequently, I joined the Department of Indian Affairs and Northern Development and over a five-year period held the position of Associate Director, then Director in the Northern Affairs Program of that department, and finally Executive Director of the Office of Native Claims.

While employed in those positions, I gained a deeper understanding of the very complex problems faced by Canada's native people, as well as a sensitivity to the needs and concerns of northern Canadians. I hope that particular part of my experience will be helpful in regard to the various native programs of the Department of Secretary of State.

In 1978 I joined the Department of Communications where I was the Senior Assistant Deputy Minister until 1982. During those years I was involved in the development of broadcasting and telecommunications policy and I worked closely with the CRTC, the private sector, and provincial governments.

I joined the Department of Finance in 1982 and spent four years there until my recent appointment as Under-Secretary of State. At the Department of Finance I was Assistant Minister of the Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch.

A major aspect of my work was to provide advice to the Hon. Michael Wilson and the Hon. Barbara McDougall on matters coming before the Cabinet Committee on Social Development. There was a broad variety of subject-matters such as income maintenance and support, health, education, employment, training, culture, native people, justice, and legal affairs. In that capacity, dealing with social policy issues, I

## [Traduction]

second-language instructions. There is the Translation Bureau as well.

Of course, multiculturalism, which is becoming an increasing vital Canadian reality, is an important focus of the department.

On the social dimension, the Secretary of State Department has a key role to play in helping disadvantaged groups to overcome barriers and to take their rightful place as equal members in Canadian society. Our assistance to women's groups, native citizens and to handicapped persons are examples.

We also have a great interest in issues related to national identity. Our work on royal visits and Canada Day contributes to this aspect of our mandate.

My own background in government, extending over some 20 years, is related to some of the issues I have just mentioned.

J'ai débuté en 1964 comme adjoint de recherche auprès de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, poste que j'ai occupé environ 18 mois. À la fin de mes études de troisième cycle en sciences économiques à l'Université Laval, en 1968, je suis devenu adjoint spécial et, par la suite, chef de cabinet du ministre des Affaires indiennes et du Nord. Puis, je suis entré au ministère des Affaires indiennes et du Nord où j'ai occupé successivement, sur une période de cinq ans, les postes de directeur associé, puis de directeur du programme des affaires du Nord et, enfin, de directeur exécutif du bureau des revendications autochtones.

En exerçant ces différentes fonctions, j'ai appris à mieux comprendre les problèmes fort complexes auxquels sont confrontés les autochtones du Canada et je me suis sensibilisé aux besoins et préoccupations des Canadiens vivant dans le Nord. J'espère que cette partie de mon expérience me servira en fonction des divers programmes du Secrétariat d'État destinés aux autochtones.

En 1978, je suis entré au ministère des Communications où j'ai occupé le poste de sous-ministre adjoint principal jusqu'en 1982. Au cours de ces années, j'ai participé à l'élaboration de la politique de la radiodiffusion et des télécommunications, et j'ai travaillé en étroite collaboration avec le CRTC, le secteur privé et les gouvernements provinciaux.

En 1982, je suis passé au ministère des Finances où je suis demeuré quatre ans jusqu'à ma récente nomination au poste de sous-secrétaire d'État. Au ministère des Finances, j'étais sous-ministre adjoint de la Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale.

L'une de mes principales tâches consistait à conseiller l'honorable Michael Wilson et l'honorable Barbara McDougall sur les questions dont était saisi le Comité du Cabinet chargé du développement social. On y abordait un large éventail de questions dont la sécurité et le soutien du revenu, la santé, l'éducation, l'emploi, la formation, la culture, les autochtones, la justice et les affaires juridiques. Dans ce domaine de la